

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

PHASE CANDIATURE

PROCEDURE

LE MARCHE PUBLIC DE DEFENSE ET DE SECURITE EST PASSE SELON LA
PROCEDURE ADAPTEE, EN APPLICATION DES ARTICLES L 2300-1, R 2300-1, L 2323-1
ET R2323-1 A 3 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Maître de l'ouvrage

Etat – Ministère des Armées

Représenté par : Directeur du Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Est

Maître d'œuvre

Unité de soutien de l'infrastructure de la Défense de Lyon – Section travaux

OBJET DU MARCHE

POLEYMIEUX AU MONT D'OR (69) - BA942 - OUVRAGES - Pompage et nettoyage des cuves
carburant.

NUMERO DE PROJET

ESID : 26-049

N° DAF : DAF_2025_001600

DELAI FIXE POUR LA REMISE DES OFFRES

Date et heures limites de réception : 18/03/2026

MARCHE DE DEFENSE OU DE SECURITE
MARCHE SENSIBLE

SOMMAIRE

1	Objet la consultation.....	4
2	Description du marché	4
2.1	Procédure	4
	A/ Type de procédure.....	4
	B/ Négociation	4
	C/ Visite de site	4
2.2	délai d'exécution du marché.....	5
2.3	Dévolution du marché.....	5
2.4	Variantes.....	5
2.5	Marchés sans publicité ni mise en concurrence.....	5
2.6	Condition particulière d'exécution :.....	5
	engagement d'insertion	5
	limitation de sous-traitance.....	5
	Marche réservé	5
	clauses environnementales.....	6
2.7	Spécificité du marché en matière de sécurité	6
	Conditions de recevabilité de la candidature liées aux Informations et Supports Classifiés	6
	Dispositions applicables concernant les documents et supports portant la mention « diffusion restreinte » remis lors de la procédure.....	6
3	Capacite des candidats	7
3.1	Niveaux minimums de capacité.....	7
	Aptitude à exercer l'activité professionnelle.....	7
	Capacité économique et financière.....	7
	Capacité technique et professionnelle	7
	Protection du Secret de la Défense Nationale	7
3.2	Pièces de la candidature	7
3.3	Limitation du nombre de candidats admis à présenter une offre	8
3.4	Critère de sélection des candidatures	8
4	JUGEMENT DES OFFRES.....	9
5	Renseignement complémentaires.....	10
6	Contenu et modalités d'accès au dossier de consultation des entreprises (DCE)	12
7	Modalités De candidature.....	12
7.1	Examen des candidatures	12
7.2	Présentation du dossier de candidature.....	12
	A/ Candidature sous forme de document unique de marché européen (DUME)	12

B/ Candidature hors DUME.....	13
Groupement d'opérateurs économiques.....	13
7.3 Documents justificatifs et autres moyens de preuve	13
A/ Transmission des moyens de preuve concernant les interdictions de soumissionner justificatifs et autres moyens de preuve.....	14
B/ Transmission des documents et renseignements concernant les conditions de participation à la procédure	15
7.4 PRESENTATION DES DOSSIERS ET FORMAT DES FICHIERS	15
7.5 HORODATAGE	15
7.6 Copie de sauvegarde	16
7.7 Antivirus	16
7.8 Sélection des candidats.....	16
8 Modalités de remise des PLIS en phase offre	16
9 Attribution	17
9.1 Documents à fournir	17
9.2 Signature et notification du marché.....	17
10 Dispositions générales	18
10.1 Langue.....	18
10.2 Juridiction chargée des procédures de recours	18
10.3 Voies de recours.....	18

Le présent règlement de la consultation comprend cinq annexes :

- Annexe 1 : les modalités de signature électronique
- Annexe 2 : assistance aux entreprises sur « PLACE »
- Annexe 3 : Cadre de réponse candidature
- Annexe 4 : Attestation de non diffusion (ZED !)
- Annexe 5 : Contrôle primaire (SOPHIA)

DISPOSITIONS PARTICULIERES A LA PRESENTE PROCEDURE

1 OBJET LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet la vidange, le nettoyage et le contrôle des cuves de stockage carburant de l'ouvrage enterré de la base aérienne 942.

Lieu d'exécution des travaux : POLEYMIEUX AU MONT D'OR (69).

A ce stade de la procédure (phase candidature), il ne sera pas donné suite aux questions des opérateurs économiques sur la réalisation des travaux, questions qui relèveraient de la phase offre.

La description des travaux sera fournie aux candidats retenus pour la suite de la procédure.

2 DESCRIPTION DU MARCHE

2.1 PROCEDURE

A/ TYPE DE PROCEDURE

Le présent marché est passé selon la procédure :

- ☐ Appel d'offre ouvert.
- ☐ Appel d'offre restreint.
- ☒ Procédure adaptée restreinte comportant une phase candidature et une phase offre.

B/ NEGOCIATION

- ☐ Sans objet.
- ☐ Il n'est pas prévu de négociation.
- ☒ Il est prévu une négociation. Il est alors adressé à tous les candidats ayant remis une offre une lettre de convocation indiquant la date et l'heure de la négociation ainsi que les points qui sont abordés. La discussion porte sur l'ensemble des points et documents indiqués dans le paragraphe 4 ci-dessous. Si l'acheteur le décide, cette négociation peut avoir lieu sous forme d'échange de lettres. Conformément aux dispositions de l'articles R2323-4 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

C/ VISITE DE SITE

Aucune visite n'est prévue durant la phase candidature. Les visites de site obligatoire seront effectuées pendant la phase offre.

2.2 DELAI D'EXECUTION DU MARCHE

Le délai d'exécution sera indiqué dans le CCAP de la consultation offre.

2.3 DEVOLUTION DU MARCHE

Le marché est alloti : ☐ oui ☒ non

Le marché est fractionné : ☐ oui ☒ non

2.4 VARIANTES

Les variantes sont autorisées : ☐ oui ☒ non

Les variantes sont obligatoires : ☐ oui ☒ non

Options : ☐ oui ☒ non

2.5 MARCHES SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE

L'acheteur se réserve la possibilité de conclure des marchés sans publicité ni mise en concurrence dans les conditions prévues à l'article R.2322-12 du code de la commande publique.

2.6 CONDITION PARTICULIERE D'EXECUTION :

ENGAGEMENT D'INSERTION

☒ Sans objet.

☐ Le marché comprend un engagement d'insertion

LIMITATION DE SOUS-TRAITANCE

☒ Sans objet.

☐ Le marché, conformément à l'article L 2393-7, n'autorise pas la sous-traitance des prestations essentielles ci-après définies :

MARCHE RESERVE

☒ Sans objet.

☐ Le marché est réservé en application des articles L. 2313-6 et R. 2313-3 du code de la commande publique.

☐ Le(s) lot(s) n° est (sont) réservé(s) en application des articles L. 2313-6 et R. 2313-3 du code de la commande publique.

CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

☐ Sans objet.

☒ Dans une volonté de protection de l'environnement, le présent marché public comprend des critères environnementaux comme critère d'attribution. Ces critères seront précisés dans le RC de la phase offre et appliqués pour la sélection des offres. Il est entendu que ces critères ne sont pas pris en considération au stade des candidatures.

☒ A titre d'information, dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application des articles L.2312-1 et R.2311-6 du code de la commande publique, en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental qui seront définies et précisées dans le DCE en phase offre.

2.7 SPECIFICITE DU MARCHE EN MATIERE DE SECURITE

CONDITIONS DE RECEVABILITE DE LA CANDIDATURE LIEES AUX INFORMATIONS ET SUPPORTS CLASSIFIES

Le niveau de sécurité et de protection du secret applicable au présent marché est : contrat sensible au sens de l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300/SGDSN/PSE/PSD (IGI1300) sur la protection du secret de la défense nationale.

Au titre de cette clause, la personne morale et les personnels exécutants font l'objet d'un contrôle primaire.

A ce titre, les clauses de sécurité applicables au présent contrat sont définies en annexe 1 CCAP.

DISPOSITIONS APPLICABLES CONCERNANT LES DOCUMENTS ET SUPPORTS PORTANT LA MENTION « DIFFUSION RESTREINTE » REMIS LORS DE LA PROCEDURE.

Des documents et/ou supports portant la mention « Diffusion restreinte » seront remis en phase offre par l'acheteur lors de la procédure de passation du marché.

A ce titre, chaque candidat transmettra dans son dossier candidature, une attestation de non diffusion signée de la personne habilitée à engager la société (annexe 4 au présent règlement de consultation).

3 CAPACITE DES CANDIDATS

3.1 NIVEAUX MINIMUMS DE CAPACITE

APTITUDE A EXERCER L'ACTIVITE PROFESSIONNELLE

L'opérateur économique devra obligatoirement justifier :

- D'une attestation ATEX zone 0 délivrée par un organisme certificateur
- D'un certificat d'aptitude à travailler en espace confiné (CATEC)

CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

L'Acheteur n'impose pas aux candidats de justifier d'un chiffre d'affaire minimum.

Toutefois, sa capacité économique et financière sera appréciée sur son chiffre d'affaire global et son chiffre d'affaire correspondant à l'objet du marché sur les 3 derniers exercices.

CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE

L'opérateur devra fournir une liste détaillée des **travaux similaires** à ceux du marché, en cours d'exécution ou exécutés au cours des cinq (5) dernières années dans le cadre d'un marché de défense et de sécurité, indiquant clairement le type de travaux, le montant du marché, le montant sous-traité, un descriptif précis des prestations réalisées, la date et le destinataire public ou privé. Les références ainsi présentées peuvent être appuyées par des attestations de bonne exécution précisant que les travaux ont été réalisés selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

PROTECTION DU SECRET DE LA DEFENSE NATIONALE

L'opérateur économique et, en cas de groupement chaque cotraitant, doit demander son habilitation préalable en application de l'article R.2311-1 et suivants du code de la défense nationale (CPR personne morale).

Le retour du service enquêteur à l'issue du contrôle réalisé sur la personne morale (CPR) doit être obligatoirement favorable.

3.2 PIECES DE LA CANDIDATURE

Voir article 8 du présent règlement de consultation.

- Candidature sous forme de document unique de marché européen (DUME) :

☒ formulaire DUME

- Candidature hors DUME :

☒ lettre de candidature (DC1 ou équivalent),

☒ déclaration du candidat (DC2 ou équivalent) intégralement renseignée,

☒ pouvoirs de la personne habilitée à engager la société candidate

☒ cadre de dossier de candidature (annexe 3 au RC) intégralement renseignée,
☒ Attestation ZED ! (annexe 4 au RC) intégralement renseignée et signé,
☒ Attestation de non diffusion
☒ Le NUMERO UNIQUE d'identification délivré par l'INSEE permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1 du R.2343-13 du code de la commande publique), le cas échéant extrait Kbis (moins de trois mois) du candidat de chacun des membres d'un groupement, d'un sous-traitant, sous-contractant ou la carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des Métiers ou récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (pour les entreprises en cours d'inscription)

☒ déclaration concernant le chiffre d'affaire global et le chiffre d'affaire correspondant à l'objet du marché au cours des 5 dernières exercices disponibles, en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité du candidat, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaire sont disponibles.

☒ renseignements relatifs à l'habilitation préalable ou à la demande d'habilitation préalable du candidat, en application des articles R.2133-1 et suivants du code de la défense relatifs à la protection du secret de la défense nationale (CPR personne morale)

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en dispose pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

3.3 LIMITATION DU NOMBRE DE CANDIDATS ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE

L'Acheteur a décidé de limiter le nombre de candidats admis à présenter une offre. Ainsi, sur la base des critères énoncés à l'article 3.4 du présent règlement de consultation, l'acheteur sélectionnera **au maximum 3 (trois) candidats** pour la poursuite de la procédure.

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidatures est inférieur à 3, l'Acheteur peut continuer la procédure avec les seuls candidats sélectionnés.

Les dossiers de consultation, pour la remise de l'offre, ne sont mis à disposition que des candidats retenus.

3.4 CRITERE DE SELECTION DES CANDIDATURES

Les candidatures reçues hors délais sont éliminées conformément à l'article R.2343-2 du code de la commande publique.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

L'acheteur procède au classement des candidatures au regard du dossier de candidature.

Les critères utilisés pour la sélection et le classement des dossiers de candidatures sont les suivants :

Critère 1 : Capacité économiques et financières du candidat : 20 Pts/100

Le candidat devra transmettre le chiffre d'affaire correspondant aux opérations similaires à la présente consultation des trois dernières années.

Critère 2 : Capacités techniques du candidat: 40 pts/100.

Le candidat devra transmettre :

- Les références des travaux similaires exécutés au cours des cinq dernières années (20 points),
- Les attestations de bonne exécution des principales opérations similaires à celle de la présente consultation indiquant le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux (20 points).

Critère 3 : Capacités humaines et matériels du candidat : 40 pts /100

Afin de démontrer ses capacités à réaliser les travaux, les candidats devront transmettre :

- Les moyens humains et matériels que le candidat souhaite mettre en œuvre, indication des effectifs que le candidat prévoit à la réalisation des travaux,
- Les qualifications des personnels en charge de réaliser les travaux.

En cas d'égalité entre les candidats classés en troisième position à l'issue de l'analyse des candidatures, celle retenue sera celle du candidat ayant obtenu la meilleure note au critère le plus fortement pondéré.

4 JUGEMENT DES OFFRES

Le présent article ne concernera que les candidats retenus à l'issue de la phase candidature.

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues à l'article R.2352-1 du code de la commande publique.

L'étude des offres est réalisée sur les critères énoncés dans le présent règlement de la consultation au regard des documents transmis avec l'offre, les défauts éventuels concernant les signatures (candidature et offre) et les éléments demandés au stade de la candidature ne font pas obstacle à l'examen des offres.

Conformément aux dispositions de l'article R.2352-1 du code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et sous réserve que la régularisation n'ait pas pour but de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

Les critères pondérés retenus pour apprécier l'offre économiquement la plus avantageuse et établir le classement des offres sont les 3 critères suivants :

Critère	Pondération	Note maximale pondérée pour chaque critère
Prix	60 %	60 points
Valeur technique	35 %	35 points
Critère achat responsable	5 %	5 points

Etude du critère Prix (60 points) :

Une note sur 60 points est calculée selon la formule suivante :

Note = 60 x (offre du moins-disant / offre du candidat) *

* arrondie à une décimale

Etude du critère valeur technique (35 points) :

Ce critère est apprécié au regard du mémoire technique fourni par le candidat, dont le cadre est fourni dans le dossier de consultation phase offre. La répartition des points par item est la suivante :

Item 1 : Organisation et méthodologie proposée (15 pts/35)

Planning prévisionnel détaillé faisant apparaître les différentes phases et les points d'arrêts. Description détaillée des phases d'intervention, inertage, pompage, nettoyage, évacuation.
Moyens humains et matériels mis en œuvre pour le déploiement des travaux afin de respecter le planning.

Item 2 : Interaction en milieu occupé (20 pts/35)

Mesures prises pour limiter l'impact des travaux sur le fonctionnement des installations opérationnelles et la santé des personnels. Mesures pour limiter les rejets, odeurs, bruit, poussières.
Dispositifs de confinements et d'aspiration.

La note du candidat sur le critère Valeur Technique est déterminée par la somme des notes obtenues par item / sous-item.

Etude du critère achat responsable (5 points) :

Ce critère est apprécié au regard du mémoire achat responsable fourni par le candidat, dont le cadre est fourni dans le dossier de consultation de la phase offre. La répartition des points par item est la suivante :

Item 1 : Gestion des déchets (2 pts/5)

Mesures prises sur la mise en place (ou taux de valorisation ou réemploi du fuel) d'une filière de recyclage. Dispositions prises pour le suivi dématérialisé des déchets (TrackDéchets).

Item 2 : Mise en œuvre d'action écoresponsables (2 pts/5)

Mesures prises pour limiter carbone de son activité dans les déplacements (véhicules propres, mise en place d'une politique volontariste de réduction des consommations du carburant – écoconduite) ou dans les approvisionnements (localisation des fournisseurs).

Item 3 : Dispositions sociales spécifiques (1 pts/5)

Mise en place de démarches visant à l'égalité professionnelle femmes, hommes, à l'insertion des personnes éloignées de l'emploi ou en situation de handicap et/ ou une labellisation « Relations fournisseurs et Achats Responsables ».

La note du candidat sur le critère Achat Responsable est déterminée par la somme des notes obtenues par item / sous-item.

Attribution de la note finale :

Une note finale sur 100 est attribuée à chaque candidat en additionnant les notes de chaque critère. L'offre du candidat ayant obtenu la note finale la plus élevée est considérée comme l'offre la mieux-disante.

5 RENSEIGNEMENT COMPLEMENTAIRES

Les candidats doivent exclusivement poser leurs questions sur la PLACE (www.marches-publics.gouv.fr). Un courriel de réponse leur est alors adressé.

Les questions/réponses sont mises en ligne pour communication à l'ensemble des candidats de la consultation, via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE depuis : www.marches-publics.gouv.fr

Uniquement en cas de dysfonctionnement de la PLACE, les candidats peuvent s'adresser à :

philippe.chouteau@intradef.gouv.fr
OU
Christine.cochinard@intradef.gouv.fr

Toute question dont la réponse pourrait avoir un impact sur la teneur de l'offre doit parvenir au service au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de réception de l'offre. Conformément à l'article R.2332-6 du code de la commande publique, les renseignements complémentaires sont envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date fixée pour la réception des offres.

Pour les questions posées postérieurement, l'acheteur n'est pas tenu de répondre et le candidat ne peut s'en prévaloir pour faire repousser les délais de remise de l'offre ou établir un recours sur la procédure du présent marché. Les réponses sont fournies par écrit à l'ensemble des soumissionnaires. Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues à l'article R.2351-4 du code de la commande publique.

DISPOSITIONS GENERALES

6 CONTENU ET MODALITES D'ACCES AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Le DCE comprend :

Pour la phase Candidature :

- ☒ Règlement de consultation et ses annexes 1 et 2
- ☒ Les modèles de formulaires DC1 et DC2 relatifs à la candidature
- ☒ L'annexe 3 au présent Règlement de consultation à rendre pour candidater
- ☒ L'annexe 4 au présent Règlement de consultation à rendre pour candidater
- ☒ L'annexe 5 (contrôle primaire fiche SOPHIA)

Les documents de la phase offre seront transmis uniquement aux candidats retenus.

7 MODALITES DE CANDIDATURE

Le présent article complète l'article 3 du présent règlement de consultation

7.1 EXAMEN DES CANDIDATURES

Au titre de la candidature, l'acheteur vérifie que les candidats n'entrent dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2341-1 à 7 du code de la commande publique notamment qu'ils sont en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

Conformément aux dispositions des articles L.2341-7 du code de la commande publique lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement ou un sous-traitant, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Conformément à l'article R.2342-2 du code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour la procédure de passation du marché.

7.2 PRESENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Pour la présente consultation, l'acheteur **impose le mode de réponse électronique dans un seul dossier « ZIP » Global**. Un opérateur économique peut candidater à la présente procédure selon l'une des deux manières distinctes présentées ci-dessous.

A/ CANDIDATURE SOUS FORME DE DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (DUME)

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la

Commission européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé. Le DUME est disponible sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>.

Le DUME doit être complété et signé par une personne habilitée à engager la société.

Pour remplir le D de la Partie III intitulé AUTRES MOTIFS D'EXCLUSION POUVANT ETRE PREVUS PAR LE DROIT INTERNE DE L'ETAT MEMBRE DU POUVOIR ADJUDICATEUR OU DE L'ENTITE ADJUDICATRICE, le candidat se réfère utilement aux motifs d'exclusion purement nationaux qui sont compris dans L2341-1 à 7 du code de la commande publique.

Pour remplir la partie IV intitulée critères de sélection (c'est-à-dire aptitude professionnelle et capacités), les candidats sont autorisés à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises telles que mentionnées ci-dessus (cf. article III A. 2ème paragraphe) sans fournir d'informations particulières sur celles-ci (cocher la case « oui » de la section α de la partie IV : indication globale pour tous les critères de sélection). Dans ce cas, les candidats n'ont pas à remplir les sections A à D de la partie IV).

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les critères de sélection doit remplir un DUME.

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V. Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun des sous-traitants.

Si le groupement présente sa candidature sous la forme de DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct. Chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

B/ CANDIDATURE HORS DUME

A défaut de recours au DUME, les candidats doivent transmettre les documents et renseignements suivants :

- le formulaire référencé DC 1 dans sa version en vigueur disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>, complété dans son intégralité ;
- le formulaire référencé DC 2 dans sa version mise à jour disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

La forme du groupement n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'entreprise, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

7.3 DOCUMENTS JUSTIFICATIFS ET AUTRES MOYENS DE PREUVE

Les justificatifs et les moyens de preuve, définis à l'article R.2343-7 du code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, ne sont exigés par l'acheteur qu'au(x) soumissionnaire (s) auquel (s) il est envisagé d'attribuer le marché.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir ces justificatifs et moyens de preuve lorsque l'acheteur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le (s) soumissionnaire (s) sur la plateforme en ligne « e-Attestations » mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

La plateforme sécurisée « e-Attestations » permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres (acheteurs).

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations. « e-Attestations » agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP,...

Aussi le candidat n'aura qu'à compléter les informations et documents manquant dans son dossier.

Plus d'informations, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

Toutefois les candidats ne sont pas tenus de fournir les justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables, même si celui-ci ne l'a pas expressément prévu. Dans ce cas, ils peuvent indiquer dans leur candidature, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation (s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis (dispositif « dites-le nous une fois » ou DLNUF)

A/ TRANSMISSION DES MOYENS DE PREUVE CONCERNANT LES INTERDICTIONS DE SOUMISSIONNER JUSTIFICATIFS ET AUTRES MOYENS DE PREUVE

Conformément aux articles R.2343 et R 2344 du code de la commande publique, l'acheteur demande à l'attributaire pressenti de fournir avant la notification du marché, les preuves que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner. En l'absence de fourniture de ces documents, le soumissionnaire dont l'offre est classée immédiatement après est sollicité pour produire les documents nécessaires.

- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2341-1 et de l'article L.2141-4 L.2341-4 du code de la commande publique un extrait de casier judiciaire. Le candidat établi à l'étranger produit un extrait du registre pertinent ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente.
- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2341-2 code de la commande publique, les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les administrations et organismes compétents dont la liste est fournie par l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes,

contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession.

- Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.
- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2341-3 du code de la commande publique, la production d'un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

B/ TRANSMISSION DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES CONDITIONS DE PARTICIPATION A LA PROCEDURE

Pour les opérateurs économiques candidatant par le biais des formulaires DC1/DC2, les documents et renseignements sont fournis lors de la candidature.

Pour les opérateurs économiques candidatant par le biais du DUME et ayant rempli les sections A à D de la partie IV, les documents et renseignements sont fournis lors de la candidature.

Pour les opérateurs économiques candidatant par le biais du DUME et ayant rempli la section α de la partie IV, les justificatifs et les moyens de preuve sont fournis à tout moment de la procédure à la demande de l'acheteur.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen approprié.

7.4 PRESENTATION DES DOSSIERS ET FORMAT DES FICHIERS

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

7.5 HORODATAGE

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

7.6 COPIE DE SAUVEGARDE

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique numérique, doivent faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des plis.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

- NE PAS OUVRIR ;
- « Copie de sauvegarde » ;
- Offre pour : « *Intitulé de la consultation + n° projet* » ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des marchés publics.

La copie de sauvegarde est transmise exclusivement par voie postale à l'adresse suivante:

SID Sud-Est
Sous-direction achat comptabilité / Bureau Achat Métier
BP 97423
69347 LYON CEDEX 07

Les documents figurant sur ce support doivent être signés électroniquement (pour les documents dont la signature est obligatoire).

7.7 ANTIVIRUS

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli est considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

7.8 SELECTION DES CANDIDATS

Les candidats devront fournir l'intégralité des renseignements et documents demandés ci-dessus et à l'article 3 du présent RC.

8 MODALITES DE REMISE DES PLIS EN PHASE OFFRE

La date, l'heure limite de réception des offres et les conditions de remise des offres seront fixées en dans le règlement de la consultation de la phase offre. Le dépôt électronique des plis s'effectuera exclusivement sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

9 ATTRIBUTION

9.1 DOCUMENTS A FOURNIR

En application des articles L.2341 du code de la commande publique, seul le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché doit produire les pièces prévues aux articles R.2343-8 à 13 du code de la commande publique.

En outre, la signature de l'acte d'engagement n'est exigible que du seul attributaire pressenti : si celui-ci (accompagnés de cotraitants, le cas échéant) n'a pas signé son offre lors de la remise initiale, il doit signer - ou co-signer avec les membres du groupement - l'acte d'engagement et faire signer les DC4 aux sous-traitants éventuels avant attribution. Il doit également joindre le/les pouvoirs de la personne physique habilitée (signataire) à engager la société / l'établissement, le cas échéant.

Si ces documents ne sont pas joints dans la réponse initiale, l'acheteur adresse une demande via la PLACE. L'attributaire doit transmettre les documents requis dans un délai de 8 jours à compter de la date d'envoi de la demande.

ATTENTION ! Les délais octroyés n'ont pas pour effet de permettre aux attributaires de se procurer un certificat de signature électronique, ni d'effectuer les démarches administratives de régularisation auprès des administrations et organismes compétents.

A défaut de transmission des documents dans le délai prescrit par l'acheteur, celui-ci peut déclarer irrégulière l'offre au titre de l'article R.2352-1 du code de la commande publique. En conséquence, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

9.2 SIGNATURE ET NOTIFICATION DU MARCHE

Le marché peut être définitivement attribué une fois ces formalités préalables remplies.

L'acheteur avise alors tous les autres soumissionnaires du rejet de leur offre.

Après signature de l'acte d'engagement par l'acheteur, le marché est notifié, conformément aux dispositions de l'article R.2382-4 du code de la commande publique.

Le titulaire doit s'assurer que la ou les personne(s) habilitée(s) à engager la société dispose(nt) d'un certificat de signature électronique valide, conformément à l'annexe 1 du présent document « Modalités de signature électronique », de façon à pouvoir signer les actes modificatifs (actes de sous-traitances, modifications du marché, décisions...) qui interviendraient en cours d'exécution du marché.

NOTA : L'acheteur n'impose pas la signature électronique au moment du dépôt mais cette signature est nécessaire au moment de l'attribution du marché. En revanche, si le candidat est déjà en possession d'un certificat électronique valide, il peut signer électroniquement dès le dépôt de sa réponse.

10 DISPOSITIONS GENERALES

10.1 LANGUE

L'ensemble des documents remis sont rédigés en langue française. Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils sont accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur.

10.2 JURIDICTION CHARGÉE DES PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal administratif de Tribunal administratif de :

Palais des juridictions administratives – 184 rue Duguesclin - 69433 LYON cedex 03

T : 04.78.14.10.1 0– F 04.78.14.10.65
greffe.ta-lyon@juradm.fr

est seul compétent pour connaître des litiges nés de ce contrat et de sa procédure de passation. Ces derniers peuvent faire l'objet de recours dans les délais et conditions fixés par le code de justice administrative.

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le greffe du tribunal administratif de :

Palais des juridictions administratives – 184 rue Duguesclin - 69433 LYON cedex 03

T : 04.78.14.10.1 0– F 04.78.14.10.65
greffe.ta-lyon@juradm.fr

10.3 VOIES DE RECOURS

- Un **recours en référé précontractuel** (article L.551-1 du Code de la Justice Administrative – CJA), le juge administratif devant être saisi avant la conclusion du contrat ;
- Un **référé contractuel** (article L.551-13 du CJA) dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat) ;
- Un **recours pour excès de pouvoir** (article R.421-1 et suivants du CJA) dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée ;
- Un **recours en contestation de validité du contrat** (recours de pleine juridiction prévu par la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 DEPARTEMENT DU TARN-ET-GARONNE, n°358994), dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ;
- Un **recours indemnitaire** (article R.421-1 et suivants du CJA), dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée, ou dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née la décision implicite de rejet.

Laurent
CAUSSOU

Signature numérique
de Laurent CAUSSOU
Date : 2026.02.06
15:03:23 +01'00'

Annexe 1

MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

RAPPEL GENERAL

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient.
En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.
Une signature manuscrite scannée n'a pas de valeur juridique. Elle constitue une copie de la signature manuscrite et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Signature électronique des documents

Chaque document à signer doit l'être individuellement. Par application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le soumissionnaire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature du signataire ;
2. à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature* conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés. Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé).

Exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé (1 ou 2).

1er cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue" : le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <http://www.lsti-certification.fr> ;
- <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/eu-trusted-lists-trust-service-providers>

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance.

La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;

- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : le candidat utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État.

Dans ce cas, le candidat est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

Cas 2 : lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PadES ;
- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment le lien sur lequel la signature peut être vérifiée, avec une notice d'explication de préférence en français.

La personne signataire doit avoir le pouvoir d'engager la société.

Annexe 2

ASSISTANCE AUX ENTREPRISES SUR « PLACE »

❖ Le candidat doit s'assurer de sa capacité à remettre son offre

Les paramètres à prendre en compte par le candidat : les capacités techniques de son matériel, le type de raccordement à Internet et le trafic sur le réseau internet qui peuvent considérablement augmenter le délai moyen de téléchargement.

❖ Les frais d'accès

Les frais d'accès au réseau et à l'obtention d'un certificat de signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

❖ La boîte aux lettres du candidat

Attention : certains serveurs de messagerie présents dans le système informatique des candidats peuvent filtrer des envois venant de la plate-forme. Les candidats doivent être vigilants sur ce point et vérifier également que les alertes de la plate-forme ne sont pas filtrées par le dispositif anti spam de l'entreprise ou redirigées vers les « courriers indésirables ».

❖ Manuel d'utilisation – Guide d'aide - Assistance

Un manuel d'utilisation est disponible afin de faciliter l'utilisation de la plate-forme. Le soumissionnaire doit se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site. Le candidat peut se référer au guide d'aide à la passation des marchés publics dématérialisés de décembre 2015 du ministère de l'économie de l'industrie et du numérique.

En cas de difficultés sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE), une assistance est mise en place directement sur le site depuis [le lien suivant Assistance](#) ou en cliquant sur la languette de l'espace "FAQ et support en ligne". Cet espace FAQ permet au soumissionnaire de consulter les réponses aux questions les plus fréquemment posées sur la plateforme et de l'accompagner dans ses démarches en sélectionnant l'objet de sa demande dans la liste des catégories.

S'il n'a pas trouvé la réponse à sa question, il peut créer une demande d'assistance en ligne en cliquant sur le bouton « Je n'ai pas trouvé de réponse à ma recherche, je souhaite saisir une demande d'assistance en ligne ». La référence du ticket créée vous sera demandée par le support téléphonique disponible au **01 53 18 90 00**.